



Conférence du CESE

Pensons durable, soyons responsables! La société civile européenne en route vers Rio+20"

7 et 8 février 2012

Message de la conférence

À l'occasion de la conférence *Pensons durable, soyons responsables! La société civile européenne en route vers Rio+20*, organisée par le Comité économique et social européen les 7 et 8 février 2012 à Bruxelles, nous, représentants de la société civile organisée, avons adopté le message suivant. Nous:

1. demandons qu'à l'occasion de la conférence "Rio+20" des Nations Unies, **les responsables de la planète s'engagent sur un plan d'action concret** conduisant à l'instauration d'un développement durable et à l'éradication de la pauvreté, dans les limites des capacités de la planète. La promotion d'une économie verte doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement durable qui réconcilie les aspects sociaux, écologiques et économiques, tout en veillant à la justice distributive et à l'équité intergénérationnelle;
2. soulignons que **l'éradication de la pauvreté et l'accès garanti de tous à une alimentation suffisante, à une eau potable et à une énergie durable** doivent être des priorités essentielles de l'agenda de Rio+20; soulignons que la promotion d'une agriculture locale respectueuse de l'environnement dans les pays en développement joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire, et constitue un moteur pour le développement de régions rurales prospères sur le plan économique. Nous insistons sur la nécessité de garantir aux femmes des droits politiques, économiques et sociaux égaux;
3. appelons les dirigeants politiques à se montrer à la hauteur de leur engagement à réaliser les **objectifs du Millénaire pour le développement** et à adopter des mesures supplémentaires pour en assurer le nécessaire financement de manière efficace; exhortons en particulier les pays développés à mettre en œuvre de manière effective leur engagement d'allouer à l'aide au développement au moins 0,7 % de leur revenu national brut;
4. insistons pour que les négociateurs européens mettent bien davantage l'accent sur la **dimension sociale** du développement durable que cela n'est envisagé dans l'avant-projet; l'accroissement des inégalités sociales et de richesses dans et entre les pays exigent des actions urgentes dans la mesure où elles entravent les efforts en faveur du développement durable et de la justice distributive. En outre, une transition juste doit garantir aux travailleurs des emplois décents et de haute qualité. Nous appelons à la ratification et à l'application des normes fondamentales de l'OIT en matière de travail et soutenons pleinement l'Initiative pour un socle de protection sociale de l'OIT;

.../...

5. appelons les responsables politiques présents à Rio à s'engager en faveur d'une **feuille de route pour une économie verte**, assortie d'objectifs précis et de mécanismes de suivi qui garantissent une transition vers des sociétés durables, qui soit efficace sur le plan économique, socialement juste et respectueuse de l'environnement; nous soulignons que le processus de transition doit se fonder sur un engagement permanent vis-à-vis de la société civile, notamment sur un dialogue social;
6. exhortons **les pays européens et les autres pays développés** à s'engager à Rio à **réduire** considérablement **leur consommation des ressources naturelles limitées de la Terre**; appelons les responsables européens à mettre en œuvre les objectifs de l'UE qui ont été convenus et à se préparer à des actions plus ambitieuses; encourageons les pays émergents à utiliser leurs ressources de manière plus efficiente;
7. demandons des mesures efficaces pour **éliminer progressivement les modes de consommation et de production non durables** en recourant à un large éventail d'instruments politiques, notamment des mesures réglementaires, des instruments de politique fiscale, la passation de marchés publics verts et sociaux, la suppression graduelle des subventions néfastes pour l'environnement, la recherche dans l'éco-innovation, l'internalisation des coûts environnementaux et d'autres mesures d'incitation fondées sur le marché, tout en promouvant des modes de vie durables et une participation active des consommateurs au processus de transition; appelons à l'adoption à Rio d'un programme de travail décennal sur la consommation et la production durables;
8. apprécions que l'avant-projet reconnaisse **les limites du PIB** comme instrument de mesure du bien-être et réclamons la participation de la société civile à l'élaboration urgente d'indicateurs complémentaires;
9. **nous réjouissons** de l'initiative visant à définir d'ici 2015 un ensemble d'**objectifs de développement durable** à l'échelle de la planète, fondé sur une approche équilibrée des trois dimensions du développement durable; appelons au démarrage à Rio d'un processus inclusif qui lie les objectifs du Millénaire pour le développement avec les objectifs de développement durable, et établisse une stratégie et des indicateurs de développement durable assortis de mécanismes de responsabilisation précis;
10. plaidons pour la conclusion, à Rio, d'un nouveau pacte mondial pour garantir les **investissements nécessaires dans le cadre de l'écologisation de l'économie**;
11. reconnaissons le rôle-clé et **la responsabilité du secteur privé** dans la réalisation de la transition vers le développement durable et soulignons que l'écologisation de l'économie offre des possibilités au monde des entreprises; encourageons les entreprises et les industries à saisir cette occasion et appelons les responsables politiques à définir des **cadres politiques clairs, stables et prévisibles pour l'économie verte**, qui donnent aux entreprises la confiance, le cadre réglementaire et les incitations nécessaires pour procéder aux investissements indispensables;
12. appelons à la création d'un nouveau **Conseil du développement durable**, qui remplacerait la Commission du développement durable, ainsi qu'à la mise en place d'une **nouvelle agence de l'ONU pour l'environnement**, fondée sur le PNUE. Ces deux organes devraient tous les deux prévoir la participation effective de la société civile représentée par les grands groupes;
13. nous réjouissons de la proposition d'instituer un **médiateur pour les générations futures**;

14. demandons instamment aux responsables politiques d'adopter, lors de la conférence Rio+20, des **mesures complémentaires en vue d'améliorer la participation effective de la société civile** et de renforcer l'autonomisation au niveau mondial, national et local dans le processus de transition vers des sociétés durables; préconisons la mise en place de cadres juridiques et institutionnels garantissant l'accès du public à l'information, le dialogue, la participation et le contrôle démocratiques; appelons également à promouvoir des forums réunissant des parties prenantes multiples, comme le Comité économique et social européen et les conseils nationaux pour le développement durable, afin de stimuler le débat au sein de la société civile. Nous plaidons pour que soient déployés davantage de campagnes de sensibilisation et de programmes d'éducation en matière de développement durable;
 15. encourageons la société civile dans le monde entier à continuer à faire pression pour que les résultats de la conférence soient à la hauteur des défis que nous devons affronter. **La société civile doit prendre ses responsabilités à l'échelle de la planète!**
 16. accueillons favorablement **l'avant-projet** de document publié par le bureau de la conférence Rio+20 des Nations unies, qui est un bon point de départ pour des négociations ultérieures; estimons cependant que cet avant-projet est encore loin d'être à la mesure de ces défis;
 17. attendons des chefs d'État et de gouvernement européens qu'ils prennent leurs responsabilités et participent activement à la conférence Rio+20; appelons les négociateurs de l'UE à œuvrer en faveur d'un document plus ambitieux en ce qui concerne les objectifs, les délais, les financements, les engagements juridiques et le suivi; soulignons la nécessité de réexaminer et de relancer la stratégie globale de l'UE en matière de développement durable dans le prolongement de la conférence de Rio+20.
-